

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Cône Sud

Argentine, Chili, Paraguay, Uruguay

Une publication du SER de Buenos Aires en collaboration avec le Service économique de Santiago
Du 9 au 22 octobre 2026

Zoom : le FMI revoit à la baisse ses prévisions de croissance 2026 pour la plupart des économies du Cône Sud

Dans le cadre de la publication de son « *World Economic Outlook* » (WEO), le FMI a actualisé ses prévisions économiques. L'institution anticipe une croissance mondiale robuste à +3,1 % en 2026 (inchangé par rapport à avril 2026), et revoit à la hausse (+0,2 pp) sa prévision pour 2027, à +3,4 %. Selon le FMI, la résilience de la croissance – en dépit du conflit au Moyen-Orient et des tensions commerciales – s'explique principalement par les développements technologiques, en particulier dans l'intelligence artificielle. La réorganisation des routes commerciales, les mesures de soutien budgétaire, et une moindre intensité énergétique amortissent également l'impact des chocs. En revanche, les prévisions d'inflation au niveau mondial pour 2026 et 2027 ont été revues à la hausse (+0,7 pp en cumulé), à respectivement +4,7 % et +4,1 %.

LE CHIFFRE À RETENIR

–1,8pt

La révision à la baisse de la prévision de croissance 2026 pour le Chili (vs. celle estimée en avril 2026)

Les prévisions de croissance pour 2026 ont globalement été revues à la baisse pour les pays du Cône Sud, parfois drastiquement (Chili, Argentine). Le FMI a ainsi nettement revu à la baisse ses perspectives de croissance pour le Chili (–1,8 pp par rapport au WEO d'avril 2026, à +0,6 %) et pour l'Argentine (–1,4 pp, à +2,1 %), et, dans une moindre mesure, pour l'Uruguay (–0,5 pp, à +1,3 %). Selon le Fonds, ces révisions à la baisse s'expliquent (i) par des facteurs globaux défavorables, notamment la forte incertitude géopolitique et commerciale au niveau mondial, et la baisse de la consommation des ménages due à la hausse du cours des hydrocarbures qui comprime le pouvoir d'achat ; mais aussi (ii) que par des facteurs idiosyncratiques tels que les difficultés du secteur minier au Chili et du secteur industriel en Argentine. La prévision de croissance 2026 du FMI pour l'Argentine demeure supérieur à celle des économistes locaux, qui anticipent plutôt une croissance autour de +1,6 %, alors que le pays devrait entrer en récession technique au T3 (cf. *infra*). Seul le Paraguay fait exception dans le Cône Sud, puisque ses prévisions ont été à nouveau réhaussées pour 2026 (+4,5 %) et pour 2027 (+4,0 %). Après un taux de croissance annuel moyen de +5,5 % sur les trois dernières années, le Paraguay s'imposerait ainsi de nouveau parmi les leaders régionaux en matière de croissance économique, poursuivant son processus de rattrapage des autres économies de la région. Les prévisions d'inflation du FMI ont aussi été revues à la hausse en Argentine et au Chili. L'institution anticipe désormais une inflation à +29,5 % g.a. fin 2026 en Argentine (soit +4,5 pp vs avril 2026) et +4,2 % au Chili (+0,6 pp). Ces révisions s'expliquent essentiellement par l'impact du renchérissement du cours des hydrocarbures au niveau mondial qui a fait grimper les prix à la pompe, doublé en Argentine du retrait graduel des subventions aux transports publics, à l'énergie et à l'eau (cf. *infra*).

Les prévisions de croissance 2027 ont également été revues à la baisse dans certains pays de la zone (Argentine, Uruguay) et la prévision d'inflation 2027 de l'Argentine à la hausse. La prévision de croissance en Argentine a été abaissée de –0,5 pp à +3,5 %, celle de l'Uruguay de –0,2 pp à +2,4 % et celle du Chili inchangée à +2,6 %. En ce qui concerne la prévision d'inflation, elle est restée inchangée au Chili, Paraguay, Uruguay (à respectivement +3,0 %, +3,5 % et +4,5 %), mais a été revue à la hausse de +5,5 pp en Argentine, à +18,0 %. Cette prévision reste cependant entourée d'un haut niveau d'incertitude et dépendra de la trajectoire du peso au cours de l'année électorale 2027, période traditionnellement sujette à la volatilité cambiaire en Argentine.

Principaux indicateurs macroéconomiques

		Argentine	Chili	Paraguay	Uruguay
Derniers chiffres annuels					
Croissance du PIB réel	2025	4,5%	2,5%	6,6%	1,8%
Inflation (g.a, fin de période)	2025	31,5%	3,5%	3,1%	3,7%
Solde budgétaire (% du PIB)	2025	0,2%	-2,8%	-2,0%	-4,1%
Solde courant (% du PIB)	2025	-1,1%	-1,2%	-2,5%	-0,5%
Dettes publique (% du PIB)	2025	78,8%	42,7%	41,7%	66,6%
Part de la dette publique libellée en devise étrangère	2025	55,0%	33,4%	82,0%	49,0%
Dettes extérieure (% du PIB)	2025	51,5%	77,6%	59,0%	57,7%
Taux de chômage (fin de période)	2025	7,5%	8,0%	3,6%	7,0%
Taux d'emploi informel	2024	51,6%	26,4%	67,4%	28,5%
Prévisions et anticipations (FMI)					
Inflation (g.a, fin de période)	2026	29,5%	4,2%	3,1%	4,5%
Inflation (g.a, fin de période)	2027	18,0%	3,0%	3,5%	4,5%
Croissance du PIB réel	2026	2,1%	0,6%	4,5%	1,3%
Croissance du PIB réel	2027	3,5%	2,6%	4,0%	2,4%
Pour mémoire					
PIB nominal (Md USD)	2025	684	357	49	86
Population (millions)	2024	47	20	7	4
IDH (valeur nominale et positionnement mondial)	2023	0,865 (47/193)	0,878 (45/193)	0,756 (99/193)	0,862 (48/193)
Notation souveraine (S&P / Fitch / Moody's)	2026	B-/B-/B3	A-/A-/A2	BBB-/BB+/Baa3	BBB+/BBB/Baa1

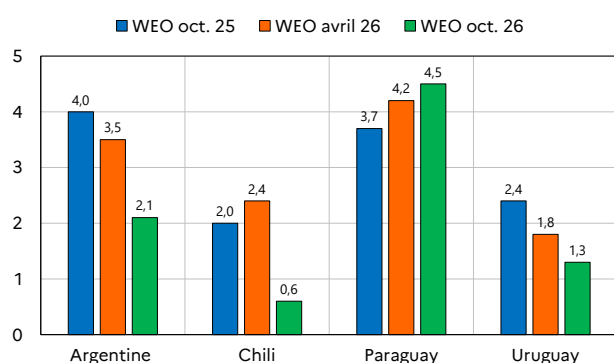
Sources : FMI, Instituts statistiques, Banques centrales, Ministères de l'Economie, OIT, ONU, agences de notation, SER Buenos Aires

Dernière mise à jour : 21/10/2026

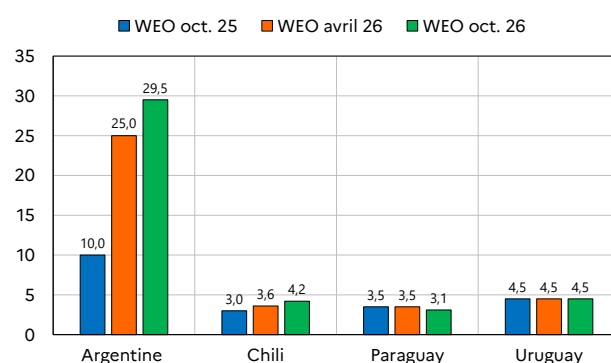
Graphique de la semaine

Cône Sud : évolution des prévisions de croissance (g.a., %) et d'inflation (g.a., fin de période) du FMI (World Economic Outlook – WEO)

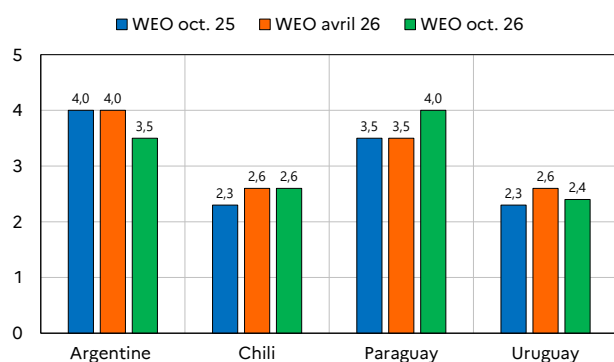
Croissance 2026



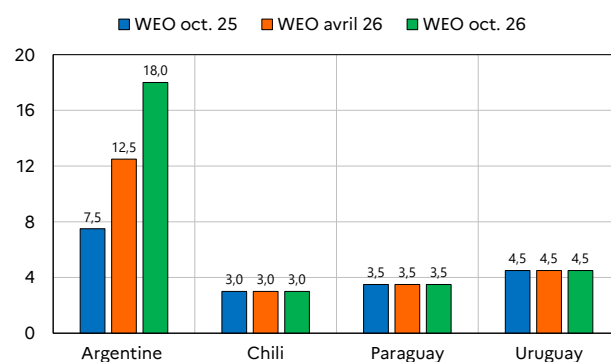
Inflation 2026



Croissance 2027



Inflation 2027



Sources : FMI, SER de Buenos Aires

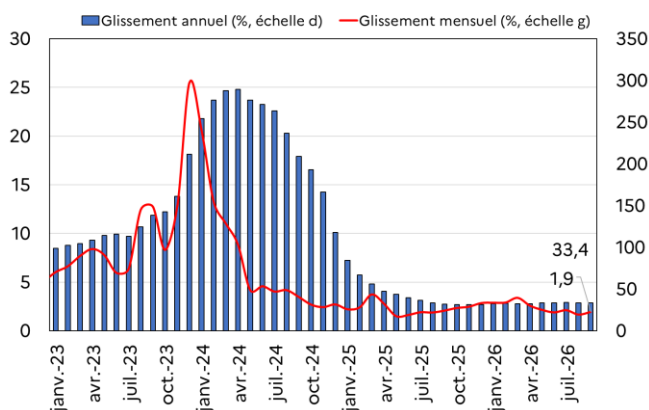
ARGENTINE

L'inflation repart légèrement à la hausse en septembre (+1,9 % en g.m.)

En septembre 2026, l'indice des prix à la consommation (IPC) en Argentine a progressé de **+1,9 % en glissement mensuel (g.m.)**, contre +1,7 % en août, son plus bas niveau depuis plus d'un an. L'inflation cumulée depuis janvier atteint +23,6 %, tandis que l'inflation s'établit à +33,4 % en glissement annuel (g.a.).

Cette hausse s'explique principalement par l'augmentation des prix du logement, de l'eau, de l'électricité, du gaz et des autres combustibles (+3,1 % en g.m.), ainsi que ceux de l'éducation (+3,0 % en g.m.), dans un contexte de retrait progressif des subventions publiques sous l'administration Milei. La catégorie « Aliments et boissons non alcoolisées » reste le premier contributeur à la hausse mensuelle dans la plupart des régions, à l'exception du Grand Buenos Aires, où le logement et les services associés ont eu l'incidence la plus importante.

Graphique : légère hausse de l'inflation



Sources : INDEC, SER de Buenos Aires

Par ailleurs, les prix des biens ont augmenté de **+1,7 % en g.m.**, contre +1,4 % en août, tandis que ceux des services ont progressé de **+2,4 %**, après **+2,0 % le mois précédent**. Malgré ce regain, l'inflation mensuelle se maintient sous 2 % pour le deuxième mois consécutif, conformément aux attentes du marché. Ce résultat reflète la poursuite des efforts de stabilisation du gouvernement, bien que le ralentissement économique continue de peser sur l'activité.

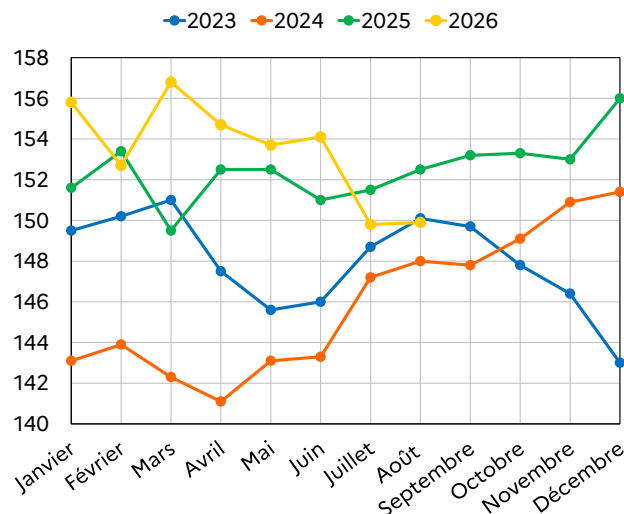
À court terme, le consensus du marché établi par la Banque Centrale argentine (BCRA) anticipe une poursuite du processus de désinflation, avec une inflation mensuelle comprise entre +1,6 % et +1,8 %

jusqu'au mois de mars 2027, et une inflation annuelle toujours proche de +30 % à la fin de 2026. Ces perspectives restent entourées d'incertitudes, notamment liées à l'évolution des prix réglementés et du taux de change, ainsi qu'au contexte international.

L'activité économique stagne à nouveau en août

L'estimateur mensuel d'activité économique (EMAE) est resté quasi inchangé (+0,1 % g.m.) en août 2026 (série désaisonnalisée) après un net repli -2,8 % en juillet. La donnée d'août a largement surpris à la baisse, puisque le consensus s'attendait à un rebond d'environ +1 % après le fort recul de juillet. En variation annuelle (série avec saisonnalité), l'activité a reculé de -1,7 % (après -1,5 % en juillet). Une forte hétérogénéité sectorielle persiste, avec quelques secteurs affichant de bonnes performances, à l'instar du secteur minier (+11,1 % g.a.) tandis que les secteurs les plus intensifs en main d'œuvre restent en difficulté, comme le commerce (-3,5 % g.a.), l'industrie (-3,2 %) ou encore la construction (-2,5 %), ce qui n'offre pas de perspectives favorables pour le marché du travail.

Graphique : l'activité ne rebondit pas en août (indice EMAE, base 100 en 2004, série désaisonnalisée)



Sources : INDEC, SER de Buenos Aires

Le recul de l'activité au mois d'août s'explique par plusieurs facteurs, notamment i) un peso toujours fort, qui stimule les importations et rend les exportations moins compétitives. Les importations ne progressent toutefois que faiblement ces derniers mois en raison d'une demande interne atone ; tandis que les exportations sont particulièrement dynamiques, portées par des

secteurs peu sensibles au change, en particulier hydrocarbures et mines, ii) le maintien de l'excédent budgétaire qui entrave l'investissement public, iii) le manque de dynamisme de la consommation privée – alors qu'elle représente 74 % du PIB – freinée par la faible progression des salaires réels et iv) un crédit au secteur privé atone, en ligne avec des taux de défaillance sur les emprunts à des plus hauts historiques (7,8 % en août 2026).

Après ce chiffre d'activité en août, l'entrée en récession technique au T3 paraît inévitable. Pour rappel, le PIB avait reculé de -0,6 % en variation trimestrielle (g.t.) au T2 2026. Ainsi, afin d'éviter une récession technique, il faudrait que l'EMAE (*proxy* du PIB) de septembre progresse de +8,5 % en g.m., ce qui est hautement improbable. Les prévisions de croissance 2026 ont ainsi été à nouveau revues à la baisse, désormais attendue à +1,5 % (enquête de septembre) par le consensus de marché de la BCRA, voire en-deçà selon certains analystes et l'acquis de croissance au T2 s'élève à 1,3 %. Une croissance autour de +1,5 % serait presque uniquement tirée par l'acquis de fin 2025 (+1,0 %), traduisant une dynamique propre quasi nulle en 2026.

L'Argentine et les États-Unis signent un protocole additionnel à l'accord sur le commerce et l'investissement réciproques (ARTI)

L'Argentine et les États-Unis ont signé le 15 octobre 2026 à Washington un protocole additionnel à l'Accord sur le commerce et les investissements réciproques (ARTI), dans le cadre de la visite du président Milei. Le texte a été signé par le ministre argentin des Affaires étrangères, Pablo Quirno, et le représentant américain au Commerce, Jamieson Greer. Signé le 5 février 2026, l'ARTI est un accord commercial qui vise à approfondir les relations économiques entre les deux pays à travers notamment des réductions tarifaires, une facilitation des investissements ainsi que des engagements en matière de réglementation, de propriété intellectuelle et de commerce numérique.

Ce protocole additionnel vise d'une part à actualiser le texte initial à la suite d'une décision de la Cour suprême américaine s'opposant aux droits de douane réciproques imposés par Donald Trump sur les importations en provenance de nombreux pays. La version amendée supprime ainsi les références spécifiques à ces droits de

douane, mais maintient l'engagement des États-Unis à accorder aux produits argentins le traitement tarifaire de la « nation la plus favorisée ». Cette actualisation juridique est présentée par les autorités argentines comme un moyen de renforcer la prévisibilité des exportations argentines vers le marché américain d'une part, et de transmettre l'ARTI au Congrès argentin en vue de son approbation d'autre part. La suite dépendra donc de l'examen parlementaire de ce protocole dont le contenu officiel n'est pas encore connu, et de la mise en œuvre concrète des engagements bilatéraux.

Le traité international sur les brevets franchit une étape décisive au Sénat

Les commissions des Affaires étrangères et de l'Industrie et du Commerce du Sénat argentin ont rendu, le 15 octobre, un avis favorable à l'adhésion du pays au Traité de coopération en matière de brevets (PCT), rapprochant le texte de son adoption définitive. Le dossier est en effet resté gelé 28 ans au Sénat mais le gouvernement de Javier Milei a finalement réussi à obtenir le soutien de blocs alliés. Déjà approuvé par la Chambre des députés le 27 août, le projet doit encore être soumis au vote en séance plénière du Sénat.

Son adoption figure parmi les engagements de l'Argentine dans le cadre de son accord commercial avec les États-Unis (ARTI, cf. supra).

Administré par l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI), le PCT permet de déposer une demande internationale unique pour engager une procédure de protection d'une invention dans plusieurs pays membres. Il simplifie ainsi les démarches et l'évaluation du potentiel d'une invention sans pour autant créer de brevet mondial car les autorités nationales conservent le pouvoir d'accorder ou de refuser la protection. Le texte adopté par les députés comprend par ailleurs une réserve concernant le chapitre II, qui concerne l'examen préliminaire international, afin de permettre à l'Argentine de ne pas appliquer cet examen et à l'INPI d'assurer intégralement l'examen au fond dans le pays.

Le projet reste controversé en raison de ses conséquences possibles sur l'industrie pharmaceutique nationale. Les laboratoires argentins redoutent que l'adhésion facilite la prolongation de monopoles sur certains médicaments et retarde l'arrivée des génériques. Les critiques portent également sur les risques pour

la concurrence et la production locale de semences. À l'inverse, ses défenseurs estiment que le dispositif réduira les obstacles administratifs et facilitera les innovations.

Deux nouveaux projets approuvés dans le cadre du RIGI pour un montant supérieur à 3,2 Md USD

Le gouvernement argentin a approuvé le 19 octobre deux nouveaux projets de Transportadora de Gas del Sur (TGS) au Régime d'incitation pour les grandes investissements (RIGI), pour un montant supérieur à 3,2 Md USD. Ces investissements visent à valoriser les liquides associés à la production de gaz naturel de Vaca Muerta, l'un des principaux gisements d'hydrocarbures non conventionnels du pays. TGS entend développer les infrastructures nécessaires pour traiter et exporter ces produits conformément à ce qu'elle a annoncé lors de l'Argentina Week à New York. Cette décision s'inscrit dans la stratégie du gouvernement de J. Milei visant à attirer des capitaux privés et à accroître les exportations énergétiques.

Le premier projet prévoit la construction de nouvelles installations de traitement du gaz naturel (GNL) à Tratayén, dans le bassin de Neuquén. Le second comprend un gazoduc de 577 kilomètres reliant cette zone à Bahía Blanca, dans la province de Buenos Aires, où devrait être construite une usine de fractionnement et des infrastructures d'exportation portuaires. Le chantier traversera quatre provinces : Neuquén, Río Negro, La Pampa et Buenos Aires. Selon les estimations communiquées par le gouvernement, les deux projets pourraient générer environ 19 000 emplois pendant leur construction et permettre des exportations supplémentaires de 1,1 Md USD par an à partir de 2030, date prévue de leur mise en service.

En parallèle, le gouvernement argentin a approuvé l'adhésion au RIGI d'un autre projet lié à Vaca Muerta porté par l'entreprise Pluspetrol. Il s'agit d'un projet stratégique d'exportation à long terme couvrant l'exploration, la production, le traitement et le transport des hydrocarbures non conventionnelles. Au total, les investissements représentés par ces trois projets dépasseraient les 15 Md USD.

CHILI

L'économie chilienne subit les premières conséquences d'El Niño

Frappé par des pluies diluviennes en juillet, le Chili fait face à un nouvel épisode climatique. D'intenses pluies se sont déversées sur la Région métropolitaine, provoquant coulées de boues et inondations dans la précordillère et des quartiers de l'Est de la capitale. Les relevés pluviométriques enregistrent des records pour un mois d'octobre, avec un niveau jamais mesuré depuis 1857. D'après les prévisions de l'agence de météorologie américaine (National Oceanic and Atmospheric Administration - NOAA), ces précipitations pourraient se poursuivre jusqu'à janvier-mars 2027, avec le développement d'un « super El Niño ».

Un tel scénario pourrait accentuer la dégradation macroéconomique du pays et entraver la reprise de l'activité en 2027. La Banque Centrale du Chili (BCCh) estime, dans une première analyse datant de juin, que chaque degré supérieur à la température moyenne du Pacifique entraînerait une perte d'un demi-point du PIB. Or la NOAA projette une augmentation de la température de l'eau à +4°C, qui aurait pour conséquence une perte de deux points de PIB, avec des effets négatifs sur l'activité pouvant demeurer plusieurs années après la survenance du phénomène.

L'impact de ces événements météorologiques est d'ailleurs déjà perceptible. L'activité minière a enregistré une baisse significative en août 2026 (-11,7 %), expliquée par l'impossibilité de mener une activité extractive avec des pluies intenses. Le secteur de la pêche rencontre d'importantes difficultés : dans le Nord, la population d'anchois a diminué de 77,3 %, de janvier à septembre 2026, et dans le Sud, l'augmentation de la température de l'eau et le développement d'algues dans les bassins ont entraîné la perte de 900 tonnes de saumons d'élevage en l'espace de quatre jours.

Le pays enregistre une hausse des projections d'inflation pour le mois d'octobre, liée à la forte croissance des prix des produits alimentaires dont la production, le transport et la distribution pâtissent des conditions climatiques. Le secteur agricole (qui produit en contresaison des fruits destinés aux marchés d'exportation) constitue à ce titre le premier canal de transmission du phénomène à l'économie nationale. La BCCh a modélisé cette relation et observe une augmentation moyenne de 0,1 % de l'inflation sur

une période de quatre à douze mois après le phénomène.

L'adaptation de l'activité aux conditions climatiques extrêmes devient une priorité. En dépit du caractère non-linéaire de la transmission d'El Niño à l'économie – fonction de la zone géographique, du secteur économique et de l'intensité du phénomène – les ministères commencent à mettre en place des plans d'adaptations. Le ministère de l'énergie s'est assuré de l'approvisionnement en électricité des régions concernées via la mise en place de plans de contingence dans les principales entreprises génératrices, et le ministère des mines appelle les petites structures, situées dans la zone précordillère, la plus exposée, à cesser leur activité lors de phénomènes intenses.

Baisse de la production de cuivre en 2026 sur fond d'augmentation des coûts opérationnels

La Commission chilienne du cuivre (Cochilco) estime qu'entre janvier et août 2026, la production de cuivre a diminué de 7,7 % (-271 000 tonnes) par rapport à la même période en 2025. La production chilienne de cuivre en 2026 devrait ainsi atteindre son niveau le plus bas depuis 2003, soit 5,15 millions de tonnes. Si les conditions météorologiques ont un impact directement observable sur l'activité minière avec des interruptions d'exploitation, la baisse s'explique principalement par une teneur moins importante en minerais dans des gisements vieillissants. Historiquement, le minerai chilien contenait entre 1,5 % à 2 % de cuivre par tonne de roche brute extraite. Aujourd'hui, la teneur moyenne dans la majorité des grandes mines (comme Escondida ou Chuquibambilla) est estimée 0,6 % à 0,7 % par tonne, et continue de baisser. Pour obtenir la même tonne de cuivre pur qu'il y a 20 ou 30 ans, les compagnies doivent désormais extraire, concasser et traiter 2 à 3 fois plus de roche qu'auparavant.

Dans ce contexte, la Cochilco estime qu'entre 2024 et 2025, les dépenses opérationnelles des principaux sites miniers ont augmenté de 6,2 % (16 548 M USD) tandis que leur production de cuivre a diminué de 1,8 %. Ayant analysé 17 sites représentant plus de 73 % de la production nationale, l'étude indique que le coût d'exploitation unitaire d'une tonne de cuivre a augmenté de 8,2 %. Les principaux postes de dépense ayant conduit à l'augmentation des coûts

opérationnels sont la location des matériels d'exploitation et de transport (+16,9% entre 2024 et 2025), leur maintenance mais aussi les services de gestion des déchets et de protection de l'environnement (+10,7% sur la même période). Les différents matériels (camions, concasseurs, moulins) subissent une usure accélérée face aux volumes gigantesques de minerais à traiter. De nouvelles exigences en matière de traitement des résidus, mais également la quantité à traiter, ont aussi directement contribué à cette hausse des coûts opérationnels.

Plus généralement, le secteur minier chilien subit de plein fouet les conséquences du conflit au Moyen-Orient. L'augmentation des prix de l'énergie mais également des produits chimiques nécessaires au processus industriel (le soufre - et l'acide sulfurique qui en découle - est un intrant indispensable pour la lixiviation et le traitement de certains minerais de cuivre) ont directement contribué à l'augmentation des coûts opérationnels depuis le début de l'année.

Le fonds de pension chilien réputé le plus sûr subit d'importantes pertes

Le fonds de pension E, a enregistré une rentabilité réelle négative de 10,39 % entre janvier et septembre 2026, soit sa deuxième plus forte baisse sur cette période depuis la création du système multifonds. Selon la Superintendencia de Pensiones, ce fonds comptait 768 836 affiliés et sa rentabilité réelle a reculé de 4,92 % sur le seul mois de septembre. Destiné aux épargnants privilégiant une exposition au risque plus faible, notamment à l'approche de la retraite, il est principalement investi en instruments à revenu fixe, dont la valorisation est sensible à l'évolution des taux d'intérêts. Sur la même période, les fonds D et C ont également affiché des rentabilités réelles négatives, de respectivement 6,38 % et 1,50 %.

La hausse des taux d'intérêts américains constitue la principale cause de la chute du fonds. Suite aux retraits massifs opérés sur les fonds de pension durant la crise sanitaire du Covid-19, les administrateurs des AFP ont conclu des contrats de swaps de taux d'intérêt auprès de banques internationales afin de rentabiliser leurs fonds, dont le E. Ces contrats engagent les AFP à payer un taux d'intérêt variable aligné sur les taux de la dette américaine à long terme. Dès lors, l'augmentation continue des taux d'intérêts américains depuis

2021 conduit à une situation où les AFP doivent payer une charge d'intérêt de plus en plus élevée.

Face à cette chute brutale et qui s'est accélérée ces derniers mois, l'association des AFP minimise et estime que sa stratégie d'investissement doit être appréciée sur le long terme. Elle rappelle que si le fonds E avait perdu 13,11% de sa valeur en 2021, ces pertes ont été compensées à la fin 2025. L'association appuie donc sur le caractère évolutif du niveau de ses fonds et plaide pour une explication conjoncturelle qui ne serait que transitoire. Des explications difficilement entendables pour les épargnants qui voient la valeur du capital placé diminuer alors même que les AFP continuent de prélever des commissions de gestion élevées.

Face à l'incompréhension publique, le Sénat tiendra une séance extraordinaire mardi prochain à laquelle seront convoqués les ministres des Finances, du Travail ainsi que le directeur de la Surintendance des pensions. Ce dernier a par ailleurs demandé l'ouverture d'une procédure disciplinaire contre les sept AFP afin de déterminer si les administrateurs des fonds ont manqué à leur devoir fiduciaire, articulé autour d'un principe de loyauté et de diligence. Le ministre des Finances s'est prononcé en faveur de cette procédure, en insistant sur la nécessité de dégager des responsabilités.

PARAGUAY

Le Paraguay met en avant ses opportunités d'investissement lors de BIG 2026 organisé par Bpifrance

Organisé par Bpifrance, la Banque publique d'investissement française, l'évènement BIG 2026 s'est tenu à l'Accor Arena de Paris et a réuni près de 70 000 participants, dont des entrepreneurs, des investisseurs et des représentants d'entreprises. L'évènement, représentant la plus grande réunion d'entrepreneurs en Europe, a notamment accueilli le Président français Emmanuel Macron. Le groupe français NGE, spécialisé dans la construction déjà implanté au Paraguay, a à ce titre participé aux panels et a permis d'illustrer les possibilités d'implantation sur le marché local.

A cette occasion, la délégation paraguayenne a entendu positionner le pays comme une plateforme d'accès au marché du Mercosur et, plus largement, aux marchés économiques d'Amérique

latine. Lors du panel intitulé « Paraguay : quelles opportunités d'investissement dans un pays en croissance ? », le vice-ministre du Réseau des investissements et des exportations (Rediex), Eduardo Gustale, a par exemple mis en avant les coûts compétitifs, les capacités de production et les conditions favorables au développement des entreprises étrangères.

Bien qu'aucune annonce d'investissement chiffré ni d'accord commercial n'ait été annoncée à cette occasion, l'objectif affiché était davantage de renforcer les liens entre Bpifrance, les entreprises paraguayennes et les sociétés françaises intéressées par des projets au Paraguay, qui demeure aujourd'hui encore peu connu de ces dernières malgré son potentiel économique.

La CEPALC prévoit une hausse de 19 % des exportations de biens en 2026

La Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC) anticipe une progression de +19 % de la valeur des exportations de biens du Paraguay en 2026. Les exportations atteindraient alors un montant total de 18,8 Md USD, tandis que les importations s'élèveront à 20 Md USD. Selon ses projections publiées à la mi-octobre, le pays devrait enregistrer l'une des plus fortes hausses d'Amérique du Sud, après le Pérou et la Bolivie, dans un contexte de dynamisme renforcé des échanges régionaux.

Cette évolution attendue reposerait notamment sur une progression de 20 % des exportations de services du pays, ce qui témoigne du potentiel de développement de cette composante du commerce extérieur, et accorde au Paraguay la meilleure performance en termes d'expansion des exportations de services.

À l'échelle régionale, les projections réalisées par la CEPALC pour 2026 sont également très positives, car la valeur totale d'exportations de biens de l'Amérique latine devrait croître de 20 %, portée par une hausse de 11 % des prix et une hausse de 9 % du volume.

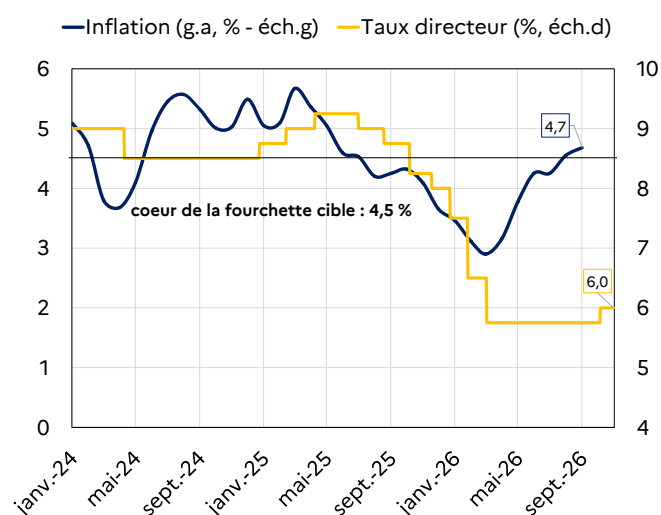
URUGUAY

La BCU relève son taux directeur de 25 pb face à la résurgence de l'inflation (+4,7 % en g.a.)

La Banque Centrale d'Uruguay (BCU) a annoncé le 8 octobre 2026 une hausse de son taux directeur de 25 pb à 6 %. Cette décision met fin au cycle d'assouplissement monétaire engagé en juillet 2025, au cours duquel le taux directeur est progressivement passé de 9,25 % à 5,75 % en mars 2026, niveau où il est resté inchangé jusqu'en octobre.

Ce resserrement fait suite à la hausse de l'inflation en septembre 2026 qui s'élevait +4,7 % en g.a., confirmant une remontée progressive depuis le printemps. Ce regain est notamment tiré par les prix des biens importés, des fruits, des légumes et des carburants, sans que la BCU ne constate toutefois de tensions inflationnistes généralisées.

Graphique : la BCU relève son taux directeur dans un contexte de hausse de l'inflation



Sources : BCU, SER de Buenos Aires

Bien que les prévisions et les anticipations d'inflation de la BCU restent globalement alignées sur son objectif de +4,5 % (avec des anticipations moyennes de +4,7 %), la récente accélération des prix et la dépréciation du peso ont motivé ce relèvement. Cette décision s'inscrit également dans un contexte où les tensions géopolitiques et les chocs climatiques accentuent les risques inflationnistes et contribuent à la hausse des taux d'intérêt internationaux.

Selon la BCU, l'objectif derrière cette décision ne vise pas à neutraliser les effets directs et temporaires de la hausse des prix de l'énergie et des denrées alimentaires, mais à agir de manière préventive pour limiter leur persistance et éviter leur propagation à l'ensemble de l'économie et aux anticipations d'inflation.

UTE prépare un appel d'offres pour trois nouveaux parcs solaires privés

L'entreprise publique uruguayenne UTE prévoit de lancer, fin octobre, un appel d'offres pour la construction de trois nouveaux parcs solaires photovoltaïques, d'une puissance de 33 mégawatts (MW) chacun, soit 99 MW au total. Les installations devront être mises en service dans un délai de deux ans et bénéficieront de contrats d'achat d'électricité d'une durée de vingt ans.

Les projets seront répartis entre trois zones de l'intérieur du pays (le nord du département de Tacuarembó, Florida et l'est du territoire) et plusieurs points de raccordement au réseau ont été identifiés dans chaque zone. Les entreprises pourront soumissionner pour une, deux ou trois zones, mais l'attribution sera réalisée séparément pour chaque projet. De plus, toute l'électricité produite sera vendue à UTE, ce qui permettra au producteur de percevoir le prix proposé pendant les quinze premières années du contrat, puis 40 % de ce prix au cours des cinq dernières années. Le prix constituera ainsi le principal critère de sélection, avec une bonification pour le contenu national, notamment la main-d'œuvre uruguayenne et les biens d'origine locale.

L'ouverture des offres est prévue pour fin janvier 2027. Cette procédure complète d'autres investissements de UTE dans le solaire et répond aux besoins électriques attendus de l'électrification des transports et du développement industriel. Elle doit ainsi contribuer à réduire les émissions de gaz à effet de serre et donc aider l'Uruguay à respecter ses engagements climatiques.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Stéphane TABARIE
Service Economique Régional de Buenos Aires

Rédaction : SER de Buenos Aires, SE de Santiago

Abonnez-vous : leo.lesage@dgtresor.gouv.fr